



CHAPITRE 105

CHAPTER 105

Loi modifiant la charte de la ville de Bedford

An Act to amend the charter of the town of Bedford

[Sanctionnée le 23 février 1956]

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Bedford a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 53 Victoria, chapitre 77, déjà modifiée par la loi 9 George V, chapitre 106, et par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 100, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
s. 26, am.
pour la
ville.

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes, déjà modifié pour la ville de Bedford, par l'article 12 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 100, est de nouveau modifié, pour la ville de Bedford, en ajoutant après le paragraphe 2^a, les paragraphes suivants:

Immeuble
pour fins
municipales, etc.

"2^b Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, et nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la ville pourra, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser cent mille dollars.

Vente,
etc.

La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux condi-

Preamble.

WHEREAS the town of Bedford has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 53 Victoria, chapter 77, already amended by the act 9 George V, chapter 106, and by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 100, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,
c. 233,
s. 26, am.
for town.

1. Section 26 of the Cities and Towns Act, amended for the town of Bedford, by section 12 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 100, is again amended, for the town of Bedford, by adding after paragraph 2a, the following paragraphs:

Immove-
able for
municipal
purposes,
etc.

"2b. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Québec, 1941, and notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town may, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, acquire, construct and maintain one or more buildings to serve, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost whereof shall not exceed one hundred thousand dollars.

Sale, etc.

The town is authorized to sell or lease the said building or buildings on such con-

tions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, et que le prix de location ne soit pas moindre, par année, que quatre pour cent de ce coût.

Emprunt. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec, le ministre des affaires municipales et les électeurs propriétaires, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunts, sauf que la majorité sera toujours suffisante pour l'approbation dudit emprunt par les électeurs.

Pouvoir d'emprunt non affecté. Le montant emprunté à ces fins n'affectera pas le pouvoir général d'emprunt de la ville.

Pouvoirs. La ville pourra exercer, aux fins ci-dessus mentionnées, les pouvoirs prévus aux articles 605 à 608 de la Loi des cités et villes en suivant, à ce sujet, les dispositions des articles 1066*b* à 1066*t* du Code de procédure civile et de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 20.

Règlement validé. "2^c Sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, est déclaré valide le règlement numéro 137 de la ville de Bedford pourvoyant à l'achat d'un terrain ainsi qu'à l'érection d'une bâtisse pour fins industrielles et, à ces fins, à un emprunt de vingt mille dollars par obligations.

Actes validés. "2^d Les actes suivants auxquels la ville de Bedford est partie sont déclarés valides et légaux. Ils sont ratifiés à toutes fins que de droit en ce qui concerne les pouvoirs de la ville d'acquérir, de posséder et d'aliéner. La ville a et a toujours eu le pouvoir d'acquérir les immeubles désignés dans lesdits actes ou contrats, de les posséder et de les vendre ou céder de gré à gré:

1. Vente d'un terrain connu comme étant une partie des lots 1988 et 1989 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanbridge, de Gordon C. Terrill à la ville de Bedford, passée le 27 juillet 1955, devant Me Roger Fortin notaire à Bedford, sous le numéro 494 de ses minutes et enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Missisquoi sous le numéro 94,797

ditions as it shall determine, provided that the sale price be not less than the cost of the said buildings, and that the rental price be not less per annum, than four per cent of such cost.

For the purposes aforesaid, the council may borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars by by-law approved by the Quebec Municipal Commission, the Minister of Municipal Affairs and the electors who are property-owners, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws, save that the majority shall always be sufficient for approval of the said loan by the electors.

The amount borrowed for such purposes shall not affect the general borrowing power of the town.

The town may waive, for the aforementioned purposes, the powers provided in sections 605 to 608 of the Cities and Towns Act by complying, in this respect, with the provisions of articles 1066*b* to 1066*t* of the Code of Civil Procedure and the act 1-2 Elizabeth II, chapter 20.

"2^c. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, by-law number 137 of the town of Bedford, providing for the purchase of a land and the erection of a building for industrial purposes, and, for such purposes, providing for a twenty thousand dollar loan by debentures, is declared valid.

"2^d. The following deeds to which the town of Bedford is a party are declared valid and legal. Such deeds are ratified for all legal purposes as to the powers of the town to acquire, possess and alienate. The town shall have and always had the power to acquire the immoveables designated in the said deeds or agreements, to possess and sell or cede the same by mutual agreement:

1. Sale of a land known as a part of lots 1988 and 1989 on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Stanbridge, from Gordon C. Terrill to the town of Bedford, signed on the 27th of July, 1955, before Roger Fortin, notary at Bedford, under number 494 of his minutes and registered at the registry office of the district of Missisquoi under number 94,797.

Loan.

Borrowing power not affected.

Powers.

By-law validated.

Deeds validated.

2. Bail conditionnel comportant promesse de vente entre la ville de Bedford et Eastern Rebuilders Ltd, concernant un immeuble comprenant partie des lots 1988 et 1989 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanbridge, avec la bâtisse y érigée, pour fins industrielles, passé devant Me Roger Fortin, notaire à Bedford, le 16 septembre 1955, sous le numéro 529 de ses minutes.

3. Vente par James A. Soden à la ville de Bedford d'une partie du lot 1315 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanbridge, sans bâtisse, passée devant Me Roger Fortin, notaire à Bedford, le 8 juin 1955, sous le numéro 445 de ses minutes et enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Missisquoi sous le numéro 94,462.

4. Vente par la ville de Bedford à Graham Food Products (Québec) Ltd., d'un terrain connu comme étant parties du lot 1315 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanbridge, passée devant Me Roger Fortin, notaire à Bedford, le 23 décembre 1955, sous le numéro 600 de ses minutes et enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Missisquoi sous le numéro 95,553."

S.R.,
c. 233,
a. 441a,
aj. pour
la ville.

Travaux
perma-
nents.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Bedford, en ajoutant, après l'article 441, le suivant:

"441a. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle, une partie de rue ou de ruelle, avec l'approbation du ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements ainsi que tous autres travaux dits permanents.

Lots an-
gulaires.

Cotisation
spéciale.

Pour le calcul des deux tiers en front des propriétés, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Le coût de ces travaux, l'intérêt sur l'emprunt nécessaire à leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus pour

2. Conditional lease including a promise of sale between the town of Bedford and Eastern Rebuilders Ltd, respecting a property including a part of lots 1988 and 1989 on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Stanbridge, with the construction thereon erected, for industrial purposes, signed before Roger Fortin, notary at Bedford, on the 16th of September, 1955, under number 529 of his minutes.

3. Sale from James A. Soden to the town of Bedford of a part of lot 1315 on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Stanbridge, without any construction, signed before Roger Fortin, notary at Bedford, on the 8th of June, 1955, under number 445 of his minutes and registered at the registry office of the district of Missisquoi under number 94,462.

4. Sale from the town of Bedford to Graham Food Products (Québec) Ltd., of a land known as parts of lot 1315 on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Stanbridge, signed before Roger Fortin, notary at Bedford, on the 23rd of December, 1955, under number 600 of his minutes and registered at the registry office of the district of Missisquoi under number 95,553."

2. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Bedford, by adding, after section 441, the following:

"441a. Upon petition signed by a proprietor or the proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or part of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, waterworks and their connections, and all other so called permanent works.

In calculating the two-thirds of the frontage of the property, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disburse-

R.S.,
c. 233,
s. 441a,
added
for town.

Perma-
nent
works.

Corner
lots.

Special
assess-
ment.

	la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue en front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233).	ments incurred in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233).
Emprunt.	La ville est autorisée à emprunter tout montant nécessaire pour payer les travaux et les dépenses incidentes ci-dessus énumérés.	The town is authorized to borrow any amount necessary to pay for the works and incidental expenses hereinabove enumerated. Loan.
Règlement.	Ces emprunts doivent être ordonnés par règlements du conseil de la ville.	Such loans shall be ordered by by-laws of the town council. By-law.
Approbation.	Ils ne sont pas soumis à l'approbation des électeurs propriétaires, mais doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.	They shall not be subject to the approval of the elector-proprietors, but must be approved by the Lieutenant-Governor in Council. Approval.
Terme des emprunts.	Les termes de chacun des emprunts ne doivent pas excéder celui de la cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de l'emprunt et l'intérêt ne doit pas dépasser cinq pour cent par année.	The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made and the interest shall not exceed five per cent per annum. Term of loans.
Obligations.	Les emprunts doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations, conformément à la Loi des cités et villes.	The loans shall be made by means of an issue of debentures, in accordance with the Cities and Towns Act. Debentures.
Objet spécifié.	Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, indiquer clairement l'objet de l'emprunt.	Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan. Object specified.
Déclaration de l'ingénieur.	Aucun règlement de cette nature ne peut être adopté par le conseil sans qu'une déclaration écrite, sous serment d'office, n'ait d'abord été obtenue de l'ingénieur de la ville pour attester le coût total des travaux nécessitant tel emprunt et le fait que les travaux ont été complètement exécutés.	No by-law of this nature shall be adopted by the council unless a written declaration has first been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed. Declaration of engineer.
Fonds d'amortissement.	La cotisation spéciale prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations émises à ce sujet et au rachat desdites obligations à leur échéance.	The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures issued for such purpose and to redeem the said debentures at maturity. Sinking-fund.
Charge sur fonds général.	Ces intérêts, ces obligations et ce fonds d'amortissement seront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.	Such interest, debentures and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town. Charge against general fund.
Emprunt aux banques.	La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations.	The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures. Borrowing from banks.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement desdits travaux. La Commission municipale de Québec pourra toutefois autoriser la prolongation du délai pour la négociation des obligations."

Such loans and the negotiation of such debentures shall be made within the year following the completion of the works. Nevertheless the Quebec Municipal Commission may authorize the extension of the delay for the negotiation of the debentures."

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604d, aj.
pour la
ville.

Fonds de
roulement
autorisé.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Bedford, en ajoutant, après l'article 604, les articles suivants:

"604a. Le conseil peut, par règlement, constituer un fonds de roulement n'excédant pas en capital la somme de dix mille dollars, pour pourvoir aux dépenses ordinaires de la ville, en attendant la perception des revenus, au cours d'un même exercice, et aussi pour défrayer le coût des travaux publics et d'achats autres que d'entretien ou d'usage courant.

3. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Bedford, by adding, after section 604, the following sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604d,
added
for town.

Working-
fund au-
thorized.

"604a. The council may, by by-law, constitute a working-fund the capital amount of which shall not exceed the sum of ten thousand dollars, to provide for the ordinary expenses of the town, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, and also to pay the cost of public works and purchases other than such as are matters of maintenance of usually made.

Emprunt.

"604b. Pour constituer ce fonds, la ville est autorisée à emprunter une somme d'au plus dix mille dollars remboursable en vingt ans, selon les formalités légales requises pour l'adoption et l'approbation d'un règlement d'emprunt, sauf que l'approbation des électeurs propriétaires n'est pas nécessaire.

"604b. To constitute such fund, the town is authorized to borrow a sum not exceeding ten thousand dollars repayable in twenty years in accordance with the legal formalities required for the passing and approval of a loan by-law, save that the approval of the elector-proprietors shall not be necessary.

Emprunts
de ce
fonds.

"604c. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers nécessaires aux fins mentionnées à l'article 604a. Les emprunts contractés pour pourvoir aux dépenses ordinaires, en attendant la perception des revenus du même exercice, devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. Ceux contractés pour pourvoir à des travaux publics et à des achats, tel que susdit, ne devront pas dépasser un terme de cinq ans. La résolution autorisant l'emprunt indiquera les modalités de l'emprunt et du remboursement. Si les revenus généraux sont insuffisants pour assurer le remboursement stipulé, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. La validité desdits emprunts est subordonnée à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

"604c. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys necessary for the purposes mentioned in section 604a. The loans contracted to provide for ordinary expenses pending the collection of revenues of the same fiscal year, shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The loans contracted to provide for public works and purchases, as aforesaid, shall not be for a term exceeding five years. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be made and repaid. If the general revenues are insufficient to ensure repayment as stipulated, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Borrow-
ing from
such fund.

Place-
ments.

"604d. Le conseil pourra transporter à ce fonds les arrérages de taxes à la fin

"604d. The council may transfer to such fund the arrears of taxes at the end

Invest-
ment.

de chaque année. Il pourra aussi employer les deniers disponibles de ce fonds à l'achat d'obligations du Canada ou de la province de Québec, qui resteront à l'actif dudit fonds."

of each year. It may also use the available moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.